

MEYNIE Guy, Marcel

Etat civil :

Né le 28 avril 1933 à Parizot (Tarn-et-Garonne).

Famille :

Fils d'Henri Meynie, Receveur des P.T.T., et de Odette Bouygues. Marié le 18 février 1954 à Renée Bernollin. Trois enfants : Yves, Claude, Jérôme.¹

Position :

Inspecteur Général des P.T.T. (1980). Retraité.

Formation :

Lycée Cabanis de Brive. Faculté de droit de Paris. Licencié en droit. *Entré dans l'administration en 1954.*² *E.N.S.P.T.T. : admissible 1962.*³ *1964(1er septembre)-1967 (major concours entrée*⁴*), 6è sortie promotion cursus E.N.A., 8è E.N.S.P.T.T., 7è général.*⁵

Service militaire :

1er mars 1958-30 juin 1958 et 1er juillet 1959-28 février 1961. Maître-ouvrier de réserve.⁶

Carrière :

-1954 :

26 août 1954 : Entre dans l'administration postale en 1954 (comme inspecteur à l'issue du concours d'inspecteur-élève⁷) (le 26 août 1954⁸).

-1955 :

26 août 1955 : Inspecteur Paris 8e-Maison Lafitte, Paris DSE.⁹

-1963 :

16 novembre 1963 : Inspecteur Principal Adjoint (INPAD)-Paris DSE.¹⁰

-1967 :

Affecté successivement de 1967 à 1975 à la direction départementale de l'Isère (inspecteur principal à Grenoble, chargé de la mise en place du centre de chèques postaux de Grenoble), à la direction régionale de Lyon, au service du personnel extra muros, avant de devenir adjoint

¹ "Guy Meynié", La Documentation permanente, Paris, Société Générale de Presse, 1996, Bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines, Fontainebleau.

² La Poste Références, juillet-août 1991, p. 18.

³ A.N., archives E.N.S.P.T.T., 950497, carton 6, classement entrée E.N.S.P.T.T. 1962.

⁴ Postes et Télécommunications, n°241, février 1976, p. 24.

⁵ A.N., 950497, archives E.N.S.P.T.T., carton 7, E.N.S.P.T.T. classement final promotion 1964-1967.

⁶ A.N., 950497, archives E.N.S.P.T.T., carton 7, Fiches renseignements cursus E.N.A.

⁷ Messages des Postes et Télécommunications, n°285, octobre 1979, p. 34.

⁸ Jacques Lemerrier (dir.), annuaire général des cadres Supérieurs du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, Paris, Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T.-Force Ouvrière, 1988.

⁹ A.N., 950497, archives E.N.S.P.T.T., carton 7, Fiches renseignements cursus E.N.A.

¹⁰ A.N., 950497, archives E.N.S.P.T.T., carton 7, Fiches renseignements cursus E.N.A.

au délégué de la direction générale des postes pour la région parisienne (1972¹¹). “ Ce nouveau centre de chèques postaux [de Grenoble] est entré en service le 3 mai 1971. Sa création a été décidée par l’administration dès 1969 pour permettre l’extension des centres de Lyon dont la saturation était prévue en 1972. (...) Le centre de chèques postaux de Grenoble géré en exploitation électronique est doté d’un ensemble IBM 360-40. A ce matériel sont adjointes 47 machines diverses (perforatrices, vérificatrices, trieuses, imprimantes, reproductrices et traductrices). En outre, le centre dispose de 28 machines comptables classiques et d’un parc de matériel mécanique courant identique à celui des centres de Lyon, mais de moindre importance. (...) Le centre étant doté d’un seul ensemble électronique, pour limiter les retards d’exploitation consécutifs aux pannes d’ordinateur, un second lecteur perforateur lui sera adjoint fin 1971, la majorité des incidents se produisant sur ce type de périphérique. (...) Le centre de chèques applique la méthode d’exploitation automatisée dites “ de Rouen ” (...) Chef de centre : M. Philipp (INPAD chargé des fonctions de chef de centre de classe exceptionnelle). (...) Le centre gère les comptes des nouveaux titulaires de l’Isère et ceux des habitants de ce département qui ont demandé le transfert de leur compte de Lyon à Grenoble. (...) Au 31 octobre 1971, 20 884 comptes étaient tenus par le centre qui a déjà effectué au cours de ses 6 premiers mois de gestion 646 100 opérations. ”¹²
Juillet 1967 : Inspecteur Principal.¹³

-1972 :

Novembre 1972 : Inspecteur Principal à Lyon DRT (Grenoble), muté à Paris Direction des Services Postaux (Extra-Muros).¹⁴

-1973 :

Adjoint au délégué du directeur général des Postes pour la région parisienne.¹⁵

-1975 :

Directeur départemental.¹⁶

En octobre 1975 à 1978, quelques mois après la grande grève du tri postal il est chargé de réorganiser le tri dans la région parisienne et d’organiser la mise en place de 9 centres de tri automatiques de la banlieue parisienne¹⁷ (dans le cadre des programmes d’action prioritaires du VII^e plan¹⁸). Cette réorganisation (en principe décidée lors du comité interministériel du 9

¹¹ Messages des Postes et Télécommunications, n°285, octobre 1979, p. 34.

¹² Note anonyme, “ Note de documentation sur le centre de chèques postaux de Grenoble ”, 29 novembre 1971, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 780259/111 (F 90 bis 590), dossier “ Voyages de M. le ministre 1971-2 ”.

¹³ Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Forces Ouvrières, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d’Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, F.O.-P.T.T., 1967, p. 85. BHPT : PC 00463.

¹⁴ Informations cadres, Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, n°9/72, décembre 1972, Supplément à P.T.T. Syndicaliste, n°254, décembre 1972, rubrique III “ Mouvement de personnel ”, archives C.G.T.-P.T.T..

¹⁵ Guy Meynié, La Documentation permanente, 30 janvier 1996, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

¹⁶ Guy Meynié, La Documentation permanente, 30 janvier 1996, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

¹⁷ Le Monde, 29 août 1981, p. 7.

¹⁸ Messages des P.T.T., n°343, février 1985, p. 38. La loi du 21 juillet 1976 portant approbation du VII^e Plan prévoit qu’un examen spécial de son exécution aura lieu à mi-parcours, c’est-à-dire en 1978. Rapport sur

janvier 1975) des 9 centres de tri (Issy-les-Moulineaux pour les Hauts-de-Seine, Bobigny pour la Seine-Saint-Denis, Créteil pour le Val-de-Marne, Evry pour l'Essonne, Meudon ou Trappes pour les Yvelines, Argenteuil pour le Val-d'Oise, Oise, Seine-et-Marne) reprend la répartition des centres de tri " supplétifs " créés lors de la grève de l'automne 1974 pour contourner les centres de tri en grève.¹⁹ Les syndicats reconnaissent le caractère logique et inéluctable de cette réforme qui vise à décentraliser les opérations de tri sur le pourtour de la région parisienne. Ils dénoncent en revanche le désir du gouvernement de casser les gros centres de tri parisiens véritables pépinières syndicales (plus de la moitié du personnel y est syndiqué) d'où partent régulièrement presque toutes les grèves P.T.T.²⁰ Nommé directeur départemental à Paris (directeur des postes extra-muros) par arrêté du secrétaire d'état aux P.T.T. du 18 décembre 1975 (était jusqu'à présent inspecteur principal chargé des fonctions de directeur départemental à cette même direction depuis le mois d'octobre 1975).²¹

-1978 :

Directeur départemental des Postes de Paris Sud en 1978²², la même année il prend la tête de la sous-direction <<Acheminement et distribution>> à la direction des services postaux en octobre 1978.²³ Directeur départemental et Adjoint au délégué pour la Région parisienne (1973-1976). Directeur chargé de la mise en place des centres de tri de la banlieue parisienne (1976-1978).

-1979 :

Septembre 1979 : Adjoint au directeur des services postaux.²⁴ Puis Sous-directeur au secrétariat d'Etat aux P.T.T. (1979-1980) chargé de la coordination des affaires postales et des départements d'outre-mer.²⁵

-1980 :

Depuis 1980 : Président de la commission "qualité des services" à la " table ronde " presse poste.²⁶

1er mars 1980 : Inspecteur général (Administration centrale, DGP) chargé de la coordination des affaires générales et des relations avec les départements d'outre-mer (1979²⁷), Président de la Commission qualité de service (1980-1981).

7 janvier 1980 : Assiste en tant qu'adjoint du directeur des services postaux à la dernière séance de travail de la Commission Qualité de Service de Presse de la Poste qui se tient au Conseil d'Etat.²⁸

l'adaptation du VIIe Plan, Projet soumis par le gouvernement à l'avis du Conseil économique et social, Paris, la Documentation Française, 1978, p; 7.

¹⁹ Le Figaro, 3 janvier 1975, archives C.G.T.-P.T.T.

²⁰ La Croix, 9 janvier 1975, archives C.G.T.-P.T.T.

²¹ Postes et Télécommunications, n°241, février 1976, p. 23.

²² Messages des P.T.T., n°343, février 1985, p. 38.

²³ Messages des Postes et Télécommunications, n°285, octobre 1979, p. 34.

²⁴ Guy Meynié, La Documentation permanente, 30 janvier 1996, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

²⁵ Guy Meynié, La Documentation permanente, 30 janvier 1996, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

²⁶ Encyclopédie périodique. Economique, Politique & Administrative, Postes et Télécommunications, " L'administration française, les ministères ", Biographies, Paris, Société Générale de Presse, 14 juin 1985

²⁷ Messages des Postes et Télécommunications, n°293, juin 1980, 33.

-1981 :

A la date de juin 1981 : Inspecteur général Chargé de la Coordination des Affaires générales Départements d'Outre-Mer (Direction des Services Postaux-Direction générale de La Poste).²⁹

26 août 1981 : Nommé en Conseil des ministres du 26 août 1981 (en remplacement de M. Guy Delmas) Directeur des services postaux (4 septembre³⁰ 1981-1982).

4 septembre 1981 : Directeur des services postaux à la direction générale des Postes.³¹

17 décembre 1981 : Représente la Direction Générale des Postes lors de l'inauguration par Louis Mexandeau du câble sous-marin Artemis reliant la France à la Grèce. Lors de cette manifestation L. Mexandeau évoque l'avenir du câble par rapport au satellite pour des raisons de coût dans les liaisons moyenne distance et pour des raisons de relance de ses performances grâce à la fibre optique.³²

-1982 :

4 octobre 1982 : Directeur de la production (4 octobre 1982 (sur proposition de L. Mexandeau approuvé au conseil des ministres du 29 septembre 1982) *J.O.* du 6 octobre 1982³³-1985). A sous ses ordres Lormand chargé de la sous-direction A Plan-Budget-personnel-timbres poste.³⁴ “ Jusqu'en 1982, la Direction des services postaux assurait la responsabilité des activités courrier de la Poste, tandis qu'une Direction des services financiers, appelée, à partir de 1977, Direction des centres financiers et informatiques, était chargée des prestations liées aux services financiers. Le décret n°82-828 du 28 septembre 1982 regroupe ces deux activités au sein d'une même direction, la Direction de la Production. M. Guy Meynié, directeur des services postaux depuis 1981 devient le premier directeur de la production. Il est ainsi chargé de l'organisation et du fonctionnement des services postaux et des services financiers. ”³⁵

-1983 :

21 octobre 1983 : Participe (avec entre autres Zuber, Daucet, Aron, Profit, Michaudet) à la réunion Cabinet/DGP, consacrée à : 1-l'Evaluation à cette date de la répercussion des mouvements de grève sur les finances de la Poste. 2- Le budget 1984. La DGP estime que l'impact véritable des grèves ne pourra être connu que dans 6 ou 8 mois. Il est estimé que la perte de recettes s'élèvera à 3%.³⁶

²⁸ La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 14 janvier 1980, n°33, Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

²⁹ P.T.T., Répertoire téléphonique de l'Administration Centrale, Edition de juin 1981, p. DGP 17.

³⁰ Messages des P.T.T., n°343, février 1985, p. 38.

³¹ Guy Meynié, La Documentation permanente, 30 janvier 1996, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

³² La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 21 décembre 1981, n°129, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

³³ Photocopie du *J.O.* du 6 octobre 1982 p. 2971, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/33.

³⁴ “Organigramme de la Direction Générale des Postes”, La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 22 novembre 1982, n°172, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

³⁵ Frédéric Pillet (sous la direction de Mme. Anne Burnel), Inventaire du fonds du ministère des P.T.T. et de La Poste, dossiers des directeurs chargés des services courriers, 1974-1991, Archives Nationales, Service National des Archives de La Poste, p. 2.

³⁶ Compte rendu de la réunion Cabinet/DGP du 21 octobre 1983, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 19840662/7.

22 novembre-1er décembre 1983 : Participe en tant que Directeur de la production à la réunion extraordinaire de la Commission “ Postes ” de la C.E.P.T. qui se déroule à Strasbourg (en même temps que Daucet, Profit).³⁷

-1984 :

13 mars 1984 : Assiste à la réunion qui se tient chez le directeur général des Postes (J. Daucet) pour décider de la suite à donner au rapport élaboré par le directeur des Services Ambulants sur le devenir de sa direction. En conclusion de cette réunion le directeur général des Postes demande que deux études complémentaires soient menées : l’une visant à explorer les possibilités de déconcentration interne à la DSA en faveur des Directions de Ligne et des centres de tri; l’autre confiée à un groupe de travail animé par M. Capelle et visant à déterminer les mesures de déconcentration susceptibles d’être prises en matières d’acheminement au départ de l’administration centrale.³⁸

-1985 :

Janvier 1985 : Directeur général adjoint (1985) à la direction générale des Postes.³⁹

18-28 juin 1985 : Participe en tant que Directeur général adjoint à la direction générale des Postes, délégué secteur Postes, à la XIIe conférence de la C.E.P.T. qui se déroule à Nice (avec entre autres, Profit, Roulet, Migone, Marchal, Lormand, Legouet).⁴⁰

-1986 :

13 juin 1986 : Président de la Société Française de Messagerie Internationale (S.F.M.I.⁴¹)(Chronopost) (1986) Fondateur de Chronopost⁴², Président-directeur général (1987).

-1987 :

Président de Somepost SA.⁴³

Août 1987 : Président de Médiapost.⁴⁴

³⁷ C.E.P.T., Commission “ Postes ”. Réunion extraordinaire. Strasbourg, 22 novembre-1er décembre 1983, C.E.P.T., 1983, p. 53, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 960441/2.

³⁸ Note de H. Capelle à Monsieur le Directeur Général des Postes, 28 janvier 1985, et rapport joint (“ propositions pour une déconcentration en matière d’acheminement à partir de l’administration centrale ”), archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 980486/2.

³⁹ Guy Meynié, La Documentation permanente, 30 janvier 1996, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

⁴⁰ Discours d’ouverture de Louis Mexandeau, C.E.P.T., XIIe session ordinaire de la Conférence. Nice, 18-28 juin 1985. Assemblée plénière. Compte rendu des travaux et documents (Doc AP (85) 1 à 16, C.E.P.T., 1985, p. 90-92, archives P.T.T., A.N., C.A.C., 960441/2.

⁴¹ La Société Française de Messagerie Internationale (SFMI) est créée par la Direction générale de la Poste en collaboration avec une entreprise privée, la T.A.T. (disposant de 34% des parts) en septembre 1985. Elle utilise les locaux, le personnel et les infrastructures de La Poste pour commercialiser son produit Chronopost. “ Du rapport Nora au rapport Prévot... 20 ans d’attaques contre les statuts des P.T.T. et du personnel ”, Bulletin des inspecteurs, n°3, mai 1989, p. 5, archives C.G.T.-P.T.T.

⁴² La Poste Références, juillet-août 1991, p. 18.

⁴³ Guy Meynié, La Documentation permanente, 30 janvier 1996, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

⁴⁴ Guy Meynié, La Documentation permanente, 30 janvier 1996, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

-1988 :

13 avril 1988 : Participe au Conseil de Direction Générale (avec entre autres Delage, Limat Luciani, Viard, Vieilledent, Milcent, Duparc, Migone, Pichon...) au cours de laquelle Pichon fait un exposé sur la déconcentration. En tant que Directeur Général de la Poste Delage intervient au cours de la réunion : 1-Demande que la réflexion soit prioritairement menée sur les conditions et modalités de mise en place d'une organisation basée sur une diminution du nombre des interlocuteurs de la Direction Générale, qui ne se superpose pas aux Régions actuelles; 2-donne son accord au principe de transfert aux départements des attributions opérationnelles assurées actuellement par les régions. 3-Considère comme prématuré d'arrêter une option sur le nombre et le découpage des circonscriptions.⁴⁵

Mai 1988: Président de Socopost.⁴⁶

Août 1988 : Directeur de l'agence de coordination postale.⁴⁷

-1989 :

14 juin 1989 : auditionné par Hubert Prévot en tant que directeur général de l'Agence de Coordination Internationale, lors de la rédaction du rapport à l'issue du débat public sur l'avenir du service public de la Poste et des Télécommunications.⁴⁸ “ Je voudrais en effet au début faire un bref rappel de ce qui s'est passé dans le monde postal international. Les Postes, qui avaient il y a 50 ans 100% du marché des échanges de la communication écrite, étaient persuadées qu'elles avaient des services particulièrement fiables où les produits étaient bien étudiés, où les règles étaient parfaitement édictées. Elles ont, comme vous le savez, un organisme officiel important où la langue officielle est le français et qui s'appelle l'Union Postale Universelle, qui régleme, qui prévoit, qui régit des systèmes de frais terminaux en matière d'échange de courrier et ceci depuis longtemps et de bonne manière. En vérité, c'était une apparence et aussi bien du côté des Postes que du côté des clients il y a eu des dérapages. Je crois que du côté des Postes et quelle qu'elles soient, quel que soit leur système juridique, quels que soient leurs dirigeants, quel que soit le système politique de chaque pays, on négligeait le courrier international et ceci au sens large, documents et marchandises. Du côté des dirigeants, à chaque fois -je dis cela avec humilité parce que j'ai été de ceux-là et je n'ai pas fait mieux que les autres-, que les dirigeants n'ont pas subi de pression ni de leur ministre, ni de Matignon, ni des chambres de commerce, l'on négligeait le courrier international. C'est un mot que répéterai parce qu'il ne lui ont pas accordé la priorité et chaque fois qu'il y avait des retards terrestres, des dysfonctionnements, c'était le courrier international qui était traité en dernier. Si on ajoute que ce courrier n'est pas en général considéré comme mécanisable, c'est-à-dire qu'il comporte très peu de codes postaux ou que le caractère des ses enveloppes fait qu'il ne peut pas être lisible optiquement, enfin des tas de raisons techniques, ce courrier n'a pas eu, au point de vue qualité de service, ce qu'il devait avoir. C'est quelque chose de reconnu, je le répète, quel que soit le pays. Quand la Poste anglaise a connu l'année dernière des perturbations, elle a carrément suspendu le service accéléré international, le Datapost,

⁴⁵ Compte rendu du conseil de direction Générale du 13 avril 1988, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 980486/2.

⁴⁶ Guy Meynié, La Documentation permanente, 30 janvier 1996, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

⁴⁷ Guy Meynié, La Documentation permanente, 30 janvier 1996, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

⁴⁸ Le débat public. Rapport de synthèse remis par Hubert Prévôt à Paul Quilès, ministre des Postes et Télécommunications et de l'Espace, 31 juillet 1989, Paris, ministère des Poste et Télécommunications et de l'Espace, août 1989, p. 171. BHPT : PB 00571.

alors qu'elle s'est bien gardée de toucher à ses produits qu'on appelle "domestique" dans le jargon postal. Ou alors ils étaient terriblement contrariés. (...)"⁴⁹

Septembre 1989 : A la date de septembre 1989 : Membre, en tant que Directeur Général d'Unipost, du conseil d'administration de la holding CV-I.P.C.-UA (qui possède les deux filiales Unipost et E.M.S.-I.P.C.).⁵⁰

-1990 :

Mars 1990 : Chargé de mission auprès du directeur général de la Poste (Yves Cousquer) sur le rôle de La Poste française en Europe.⁵¹

-1991 :

22 janvier 1991 : Y. Cousquer préside le conseil d'administration de La Poste sur la "Communication sur les principes d'organisation de la Poste et de son groupe". Présente l'organisation retenue (ligne hiérarchique qui va du Président au Receveur en passant par un niveau régional organisé autour de 7 ou 8 grandes régions. Insiste sur l'articulation entre les responsabilités entre : le siège de La Poste (avenir de La Poste, sa stratégie, le long terme); les régions (programmation, le moyen terme); les départements et les unités de gestion (l'année, la gestion quotidienne). La mise en place de ces structures "cible" est envisagée dans un délai de 6 à 8 mois. Un travail de concertation interne et externe, qui s'effectuera au cours du premier semestre qui devrait permettre de choisir entre les deux options de 7 ou 8 grandes régions. La président désigne les six directeurs délégués : MM. Meynié, Rauch, Bodet, Pichon, Bonneton ; chargés de ce travail de concertation, M. Capelle coordonnera leurs travaux.⁵²

1er février 1991 : Reçoit une lettre de mission de la part d'Yves Cousquer le nommant Directeur Délégué pour la région Ile-de-France, en résidence au siège, chargé de mettre en place la structure de la future grande région Ile-de-France.⁵³

5 décembre 1991 : Fait parvenir en tant que Délégué Ile-de-France une note à MM. Y. Cousquer (Président de La Poste) et F. Vieilledent (Directeur Général de La Poste) sur le reclassement en Ile-de-France : opération particulièrement délicate à conduire en raison de surnombres difficile à résorber et de l'arrivée progressive des personnels du siège sur les postes offerts par la bourse d'emploi Ile-de-France. Souhaite favoriser les sorties volontaires de fonctions (retraites); privilégier d'abord le reclassement dans le cadre des bourses locales ensuite dans le cadre des bourses nationales; Disposer d'un "vivier" en Ile-de-France de 60 à 100 cadres pour assurer à court terme des fonctions de responsable d'établissement; Souhaite la mise en place au cours au deuxième semestre 1992 des formules de niveau infra-départementales (en Ile-de-France et plus particulièrement au moins dans les Yvelines et la Seine-saint-Denis) pour procéder à une analyse fine des fonctions qu'il est nécessaire d'implanter.⁵⁴

⁴⁹ Audition Publique de G. Meynié par Hubert Prévot dans le cadre du Débat Public, 14 juin 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/8.

⁵⁰ Unipost express, septembre 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 960442/1.

⁵¹ Guy Meynié, La Documentation permanente, 30 janvier 1996, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

⁵² Compte rendu du conseil d'administration du 22 janvier 1991, A.N., C.A.C., archives de La Poste, 980486/2.

⁵³ Lettre de mission de Y. Cousquer à G. Meynié, 1er février 1991, archives de La Poste, archives H. Capelle, A.N., C.A.C., 980486/2.

⁵⁴ Note de G. Meynié à MM. Cousquer et Vieilledent, 5 décembre 1991, archives de La Poste, A.N., C.A.C., 980486/8.

-1994 :

Janvier 1994 : Président Directeur Général (1994-1996) de la société Sofipost (holding qui chapeaute les filiales de La Poste) créée (en novembre 1987⁵⁵) (en remplacement de Xavier Gouyou-Beauchamps nommé directeur général de France 3) au moment où le GIE Somepost est transformé en SA dont toutefois 99,92% des capitaux sont détenues par la poste⁵⁶. Sofipost dont le vice-président est à la date de 1995 Guy Lloret.⁵⁷ Au moment où Meynie est PDG de Sofipost qui regroupe les filiales de La Poste, A. Perret est PDG de Médiapost SA, J.-N. Milcent PDG de Somepost, J. Michaudet Vice-président de Sofrepost, G. Lloret PDG de Dynapost, D. J. Luciani Président du conseil de surveillance de Sogeposte, G. Lloret Président du conseil de surveillance de Ardial.⁵⁸ Directeur général de la Société internationale de coordination postale à Bruxelles (Unipost, Belgique) (1988) et président d'International Post Corporation à Bruxelles.⁵⁹ A ce poste a l'objectif de reconquérir les parts de marché perdues par la poste face aux concurrents privés (T.N.T., D.H.L....).⁶⁰ Directeur délégué de la Poste pour l'Ile-de-France (février 1991-1994). Président d'honneur de Sofipost. Conseiller au Comité exécutif et membre du comité de soutien de Philex France 1999.⁶¹ Désigné le 17 janvier 1994 par le conseil d'administration de S.O.F.I.P.O.S.T. comme président en remplacement de X. Gouyou Beauchamps qui devient directeur général de France 3.⁶² Chargé depuis mars 1990 auprès d'Yves Cousquer (président de La Poste) pour suivre les évolutions de l'Europe de l'Est. A provoqué la création de Garantpost société privée de messageries accélérée dont le siège est à Moscou, dont il est le vice-président (en tant qu'administrateur de Sofipost) , et qui a pour actionnaires la Poste soviétique, Aéroflot, Air France, La Poste française.⁶³ En 1991 il devient directeur délégué de la Poste pour l'Ile-de-France.⁶⁴ A été en 1975 l'un des principaux artisans de l'automatisation des centres de tri dans le cadre du programme prioritaire du VIIe Plan.⁶⁵ Président de Sofipost, remplacé lors du conseil d'administration du 2 juillet 1996 de Sofipost par Jean Frédéric de Leusse [⁶⁶], Meynie devient alors jusqu'à sa retraite en fin d'année conseiller auprès du président de La Poste.⁶⁷ C'est sous sa présidence de Sofipost que Somepost filiale de La Poste et Arc informatique signent le 1er septembre 1994 un accord portant sur le regroupement de leurs services de développement informatique.⁶⁸

⁵⁵ La lettre de la DG, n°171, 26 novembre 1987, p. 3, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 960442/1.

⁵⁶ Messages de la Poste, des Télécoms et des techniques de communication, n°364, mars 1987, p. 20.

⁵⁷ Bottin administratif, 1995, Paris, Société du Bottin administratif, novembre 1994, p. 703.

⁵⁸ Bottin administratif, 1995, Paris, Société du Bottin administratif, novembre 1994, p. 703.

⁵⁹ Références La Poste, novembre-décembre 1993-décembre 1994, p. 5.

⁶⁰ Messages des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, n°385, juin 1989, p. 37.

⁶¹ Plaquette présentation PhilexFrance 99, « Mondial du timbre. Paris du 2 au 11 juillet 1999 »,

⁶² La lettre des cadres de La Poste, 10 février 1994, n°306.

⁶³ La Poste Références, juillet-août 1991, p. 18.

⁶⁴ Messages, n°429, janvier-février 1994, p. 13.

⁶⁵ Messages des P.T.T., n°309, octobre 1981, p. 25.

⁶⁶ Maître des Requêtes au Conseil d'Etat; ancien collaborateur de Alain Madelin. La Correspondance économique, 24 octobre 2000, p. 12-13. Revue de presse de La Poste du 25 octobre 2000, p. 4, Comité d'Histoire de La Poste.

⁶⁷ La lettre des cadres de La Poste, 18 juillet 1996, n°356.

⁶⁸ La lettre des cadres de La Poste, 22 septembre 1994, n°316.

23 avril 1991 : Nommé membre de la Commission Nationale de Concertation et de Négociation (C.N.C.N.) (en même temps que B. Rautureau, J. Lenormand, H. Capelle, R. Limat, Cl. Bourmaud, A. Perret...) installée par Yves Cousquer le 23 avril 1991.⁶⁹

18 novembre 1991 : Fait parvenir une note à Y. Cousquer (Président de La Poste) et F. Vieilledent (Directeur Général de La Poste) sur le reclassement en Ile-de-France (Reclassement opération particulièrement délicate à conduire en Ile-de-France

-1995 :

Janvier 1995 : Président de Sogepost (filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations et de La Poste).⁷⁰

Activités politiques, associatives, syndicales :

Ancien vice-président de l'Union sportive des associations sportives des P.T.T. de France et d'outre-mer. Membre de l'Association Française Relations Publiques (A.F.R.E.P.) depuis 1973, adjoint à la présidence de la Commission administration Collectivités Locales de l'A.F.R.E.P. Ile-de-France.⁷¹

Oeuvres, articles, rapports, cours, violon d'Ingres, entretiens :

Joueur de bridge, amateur de voile. Auteurs favoris : Alphonse Allais, Tristan Bernard.⁷²

-1969 :

Mars 1969 : “ A Grenoble-Gare, le premier CEDEX de la région Rhône-Alpes ”, Bulletin de liaison de la région de Lyon, n°25, 1er trimestre 1969, p. 1-3 (Après ceux de Paris-Brune, de Rouen-Saint-Clément et de Paris-Magenta, le CEDEX (Courrier d'Entreprise à Distribution Exceptionnelle) de Grenoble, ville dans laquelle il était urgent de décongestionner la recette principale des Postes, a été mis en service. Ce service gratuit qui intéresse les usagers importants fonctionne en permanence (retrait du courrier à partir de 7 heures et de 15 heures, remise des objets recommandés ou chargés entre 7 heures et 20 heures)).⁷³

-1984 :

Début 1984 : Auditionné par Jacques Chevallier lorsque celui-ci prépare son rapport L'avenir de la Poste. Rapport de mission au ministre des Postes et Télécommunications et de la Télédiffusion, Paris, La Documentation Française, juin 1984.⁷⁴

13 janvier 1984 : En tant que Directeur de la Production, présente au cours de la réunion plénière de la C.R.E.C.E.P.T. (Commission de Révision des Eléments de Classement des Etablissements des Postes et Télécommunications) aux représentants des chefs d'établissements un projet de réaménagement important de la procédure de classement des bureaux de poste.⁷⁵

⁶⁹ Note La Poste Information Presse, 24 avril 1991, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/2.

⁷⁰ Guy Meynié, La Documentation permanente, 30 janvier 1996, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

⁷¹ Messages des P.T.T., n°309, octobre 1981, p. 25.

⁷² Postes et Télécommunications, n°104, août 1964, p. 13.

⁷³ Revue des P.T.T. de France, n°3, mai-juin 1969, p. 71.

⁷⁴ Annexes du rapport de J. Chevallier, p. 123, SNA.

⁷⁵ Note du Chef du Bureau B5, 17 janvier 1984, archives de la Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/5.

-1985 :

23 janvier 1985 : En tant que Directeur Général Adjoint, expose à la réunion du C.R.E.C.E.P.T. aux Chefs d'Etablissement les grandes lignes -du projet de réaménagement de la mesure de la charge des bureaux de poste (Statistique 539), -du projet de réaménagement de la procédure de détermination des effectifs des bureaux.⁷⁶

-1987 :

Décembre 1987 : Fait une intervention sur le thème “ Les conséquences pour le transport postal : l'exemple du courrier accéléré ” (constat de la situation passée, situation actuelle et propositions) au 1er colloque de l'I.R.E.P.P. des 7 et 8 décembre 1987 consacré à “ La Poste et le rendez-vous européen ”.⁷⁷

-1988 :

Juin 1988 : Rédige un article dans le n°2 du Bulletin de l'I.R.E.P.P., juin 1988, sur “ Le courrier accéléré : filialisation et résultats ”.⁷⁸

-1989 :

Mars 1989 : Rédige un article sur “ L'agence internationale de coordination postale ” (Vers une structure de holding, (Le holding, l'Agence, La Société E.M.S.-I.P.C.), Les premières réalisations) dans le n°3 du Bulletin de l'I.R.E.P.P., mars 1989.⁷⁹

19 septembre 1989 : Entretiens à Bruxelles entre le Directeur général de la Poste Yves Cousquer et Guy Meynié (Directeur général d'Unipost).⁸⁰

Juin 1989 : Le journal du débat public, n°5, juin 1989, p. 11.

-1990 :

Novembre 1990 : A la date de novembre 1990 sociétaire et membre à titre consultatif de l'Assemblée générale de l'I.R.E.P.P.⁸¹

-1991 :

Juillet-août 1991 : Entretien : “ Le “ battant ” de l'Ile-de-France ”, Références La Poste, juillet-août 1991, p. 18 (parcours de Meynié, credo pour la délégation Ile-de-France).

Décorations, distinctions honorifiques :

Officier de l'Ordre National du Mérite (décret du Président de la République du 15 février 1985 *J.O.* du 19 février 1985).⁸² O. Légion d'honneur, Commandeur Ordre National du Mérite, Chevalier de l'Ordre de Saint Charles (Principauté de Monaco).⁸³

⁷⁶ Note de B. Martignac à H. Capelle, 29 janvier 1985, archives de la Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/5.

⁷⁷ Bulletin de l'I.R.E.P.P., n°1, avril 1987, p. 96.

⁷⁸ Bulletin de l'I.R.E.P.P., n°2, juin 1988, p. 95.

⁷⁹ Bulletin de l'I.R.E.P.P., n°3, mars 1989, p. 114.

⁸⁰ INF-Poste, n°336, 15 septembre 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 960442/1.

⁸¹ Dossier dactylographié de R. Malgoire sur “ quel avenir pour l'IREPP ? ”, 20 novembre 1990, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/2.

⁸² Bulletin Officiel des P.T.T., 1985, t. 2, “ Saumon ”, Cab., 75 cab. 5, p. 1.

⁸³ Who's who in France 1998-1999, 30ème édition, Paris, éditions Jacques Lafitte, 1998, p. 1221. BNF.